

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE CAUDRY

SÉANCE DU MERCREDI 08 février 2023 – 18 h 30 –

DÉLIBÉRATION 08-02-2023/Q09

Date de convocation : 02 février 2023

**Le Conseil Municipal de CAUDRY s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance publique,
sous la présidence de Monsieur BRICOUT Frédéric, Maire**

Nombre de conseillers en exercice : 33

Membres présents : M. BRICOUT Frédéric, Maire ; Mme MERY-DUEZ Anne-Sophie, Mme BERANGER Agnès, M. BONIFACE Didier, Mme TRIOUX-COURBET Sandrine, M. RIQUET Alain, Mme THUILLEZ Martine, M. DOYER Claude, Mme RICHOMME Liliane, Adjoints au Maire ; Mme PLUCHART Claudine, Mme DAUCHET Martine, Mme PRUVOT Brigitte, M. CHMIELEWSKI Dominique, M. DEVIENNE Marc (à partir de la Question 9), M. MARIN Yves, Mme CHATELAIN Nathalie, M. DEUDON José, Mme NAVEZ Patricia, M. DECALION Ismaël, M. BALEDENT Matthieu, Mme MATON Audrey, M. HISBERGUE Antoine, M. ROUSSEAU Jérémie, Mme CAILLAUX Céline, M. BRULANT Damien, M. BAUDOUX Aurélien, Mme DEMARQUE Ophélie, M. COLLIN Denis, Mme DISDIER Mélanie, M. BAJODEK Alban, Mme DESREUMAUX Sophie, Conseillers Municipaux formant la majorité des membres en exercice.

Membres absents ayant donné procuration :

M. POULAIN Bernard : procuration à M. BONIFACE Didier

Mme DENIZON-LEVEAUX Violenne : procuration à Mme RICHOMME Liliane

Membres absents excusés :

M. DEVIENNE Marc (jusqu'à la Question 8),

Est désigné secrétaire de séance : Mme DEMARQUE Ophélie

OBJET : ÉLABORATION DU PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE.

Monsieur Aurélien BAUDOUX, Conseiller Municipal expose que la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile a donné une assise juridique à la réalisation des plans communaux de sauvegarde (PCS) qui permettent de prévenir et de sauvegarder la population en cas d'évènements exceptionnels. Cette loi, par son chapitre II – protection générale de la population – article 13, rend obligatoire, pour toutes les communes dotées d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé depuis deux ans ou comprises dans le champ d'application d'un plan particulier d'intervention, l'élaboration d'un plan communal de sauvegarde.

Le décret n°2005-1156 du 13 septembre 2005 précise dans son article 1 que le plan communal de sauvegarde définit, sous l'autorité du Maire, l'organisation prévue par la commune pour assurer l'alerte, l'information, la protection et le soutien de la population au

regard des risques connus. Il établit un recensement et une analyse des risques à l'échelle de la commune. Il intègre et complète les documents d'information élaborés au titre des actions de prévention. Le plan communal de sauvegarde complète les plans ORSEC de protection générale des populations.

Le PCS comprend :

- le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) ;
- le diagnostic des risques et vulnérabilités locales ;
- l'organisation assurant la protection et le soutien de la population ;
- les modalités de mise en œuvre de la Réserve Communale de Sécurité Civile éventuelle qui pourra être amenée à être créée ;

Il peut être complété par :

- l'organisation du poste de commandement communal mis en place par le Maire ;
- les actions devant être réalisées par les services techniques et administratifs communaux ;
- la désignation de la personne chargée des questions de sécurité civile ;
- l'inventaire des moyens propres de la commune, associations ou personnes privées ;
- les mesures spécifiques devant être prises pour faire face aux conséquences prévisibles ;
- les modalités d'exercice permettant de tester le plan communal de sauvegarde ;
- le recensement des dispositions déjà prises en matière de sécurité civile ;
- les modalités de prise en compte des personnes bénévoles ;
- les dispositions assurant la continuité de la vie quotidienne jusqu'au retour à la normale ;

La Commune de Caudry n'entre pas :

- dans le périmètre d'un Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRi)
- dans le périmètre d'un Plan de Prévention du Risque Mouvement de Terrain (PPRmt)
- dans le périmètre d'un Plan de Prévention du Risque Technologique (PPRT)

Depuis l'entrée en vigueur de la loi n°82-600 du 13/07/1982, relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, la Commune a connu cinq arrêtés de reconnaissance de catastrophes naturelles : deux inondations et trois mouvements de terrain.

Le territoire de la Commune de Caudry est concerné :

- par des risques d'inondation par débordement, ruissellement et remontée de nappe

- par des risques de mouvement de terrain par retrait-gonflement des argiles et effondrements de cavités
- par des risques technologiques liés à la présence d'une canalisation de transport de matières dangereuses
- par une sismicité modérée

Le Plan Communal de Sauvegarde est élaboré à l'initiative de Monsieur le Maire.

À l'issue de son élaboration, il fera l'objet d'une délibération pour son adoption, et transmis au préfet du Département.

Monsieur BAUDOUX propose :

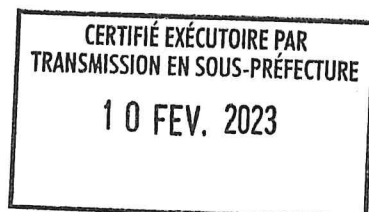
- l'élaboration d'un Plan Communal de Sauvegarde ;
- la nomination de Madame Émeline LEPREUX, référente juridique des Services Techniques, au poste de Responsable de projet, chargée de mener à bien cette opération ;

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, prend acte et autorise Monsieur le Maire à entreprendre toutes les démarches nécessaires à la réalisation du Plan Communal de Sauvegarde (PCS) de la commune.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.



Le Maire,

Frédéric BRICOUT

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Caudry
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	DEL_080223_Q09
Objet :	ELABORATION DU PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-02-08 00:00:00+01
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	6.1 - Police municipale
Identifiant unique :	059-215901398-20230208-DEL_080223_Q09-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier	text/xml	872 o
Nom métier :		
059-215901398-20230208-DEL_080223_Q09-DE-1-1_0.xml		
Document principal (Délibération)	application/pdf	1.1 Mo
Nom original : D__lib__ration 080223 Q09.pdf		
Nom métier :		
99_DE-059-215901398-20230208-DEL_080223_Q09-DE-1-1_1.pdf		

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	10 février 2023 à 14h38min41s	Dépôt initial
En attente de transmission	10 février 2023 à 14h38min42s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	10 février 2023 à 14h38min43s	Transmis au MI
Acquittement reçu	10 février 2023 à 14h38min49s	Reçu par le MI le 2023-02-10